

## 6 Débats



## LYNN BERTHOLET

Née à Lausanne en 1959 dans le corps d'un petit garçon, Lynn Bertholet a entrepris son voyage vers elle-même cinquante-cinq ans plus tard. En 2015, elle est la première femme transgenre reconnue à Genève sans obligation d'opération. Entre-temps, elle a été membre de la direction de plusieurs banques, a enseigné le management à la HES de gestion de Genève et la conformité bancaire à l'Université de Genève. Passionnée par les questions touchant aux personnes trans\*, elle préside Epicène, association qu'elle a cofondée en 2018 dans le but de soutenir partout la diversité de genre et de favoriser l'amélioration de la médecine destinée aux transgenres. Elle est l'initiatrice de *TRANS\** (Editions Till Schaap, 2020) avec la photographe Noura Gauper.

## Quel genre d'école?

La place du genre dans la société est déterminée par les stéréotypes et les biais inconscients qu'ont les individus. Ces stéréotypes se construisent à travers l'éducation depuis la plus petite enfance et se perpétuent à travers le système scolaire et de formation.

La professeure **Sylviane Tinembart** aborde les raisons de cette persistance des stéréotypes dans l'éducation et les moyens mis en œuvre pour l'atténuer, et si possible la supprimer. Sylviane Tinembart est professeure d'histoire de l'éducation à la Haute Ecole pédagogique du canton de Vaud. Elle conjugue une pratique d'enseignante de terrain de plus de vingt ans avec une formation théorique de pointe.

La formation universitaire en médecine est à l'autre extrémité de la chaîne de l'enseignement. **Melissa Dominice Dao**, privat-docent, et la professeure **Angèle Gayet-Ageron** montrent la nécessité d'y aborder les questions de genre et les mesures mises en place au niveau suisse pour déconstruire les préjugés aux importantes conséquences sur la santé publique. Toutes deux exercent en tant que médecins adjointes agrégées aux HUG.

Dans le monde éducatif, préjugés et stéréotypes occupent malheureusement un espace important dans les préaux et les classes. La Dre **Caroline Dayer** est déléguée départementale aux questions d'homophobie et de transphobie au Secrétariat général du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture du canton de Vaud. Sa contribution, illustrée par le dessin d'Anne Derenne, explique comment ces biais inconscients déjà présents chez les enfants se concrétisent envers des jeunes exprimant leur différence. ■

Les débats du Temps Durant tout l'été, nos invités invitent les leurs

# Genre et éducation, un duo qui fait école!

OPINION



**SYLVIANE TINEMBART**  
PROFESSEURE HEP ORDINAIRE EN HISTOIRE DE L'ÉDUCATION, HAUTE ÉCOLE PÉDAGOGIQUE VAUD.

Dans un rapport publié en 2015, l'OCDE affirmait que les jeunes hommes étaient «plus susceptibles que les jeunes femmes d'avoir un faible niveau de compétences et de mauvais résultats scolaires» alors que «parallèlement, dans l'enseignement supérieur et au-delà, les jeunes femmes sont sous-représentées dans les domaines des mathématiques, des sciences physiques et de l'informatique, mais surreprésentées dans ceux de la biologie, de la médecine, de l'agriculture et des lettres» (p. 20).

Ces constats sont confirmés par les chiffres de l'OFS concernant les étudiants-es qui fréquentent nos hautes écoles universitaires suisses. En effet, ceux-ci indiquent, par exemple, que 68,4% des étudiants-es en sciences techniques sont des hommes alors qu'il y a 68,7% de femmes dans les sciences humaines et sociales. Cette répartition genrée des domaines d'études est similaire dans les filières professionnelles telles que celles de la santé qui regroupent 89,2% de femmes alors qu'en ingénierie et technique, il y a 93,1% d'hommes.

Par quels phénomènes, les écoles obligatoires et secondaires de notre pays produisent-elles de telles orientations genrées alors même que de nombreuses recherches n'observent aucune différence de capacités, de performances ou d'attitudes entre les filles et les garçons face aux disciplines d'enseignement en début de scolarité? Comment expliquer cette partition produite par l'instruction publique et les formations étatiques alors que, depuis 1981, l'égalité est inscrite dans la Constitution fédérale? Que se passe-t-il dans les parcours scolaires qui peut préfigurer de telles orientations professionnelles alors qu'il y a près de trente ans déjà, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique (CDIP) recommandait que les objectifs et les contenus des filières de formation soient les mêmes pour les deux «sexes» et que les femmes et les hommes y aient également accès? Finalement, en quoi les institutions d'éducation et d'instruction perpétuent-elles les inégalités entre les filles et les garçons, voire parfois les renforcent-elles?

“ DÈS 2023, LES MANUELS SCOLAIRES SERONT RÉDIGÉS EN ADOPTANT UNE ÉCRITURE INCLUSIVE, EN ÉLIMINANT LES CLICHÉS SEXISTES ET EN RESPECTANT L'ÉGALITÉ ”

Si la socialisation de l'enfant débute dès sa naissance au sein de la famille, l'école joue aussi un rôle primordial dans la construction de la personnalité de la-du jeune. Comme tout lieu de socialisation, elle reste empreinte de normes, de règles et de valeurs et donc quelles sont les potentielles influences socialisatrices à l'origine de trajectoires individuelles et genrées de formation.

Au début du XIXe siècle, à l'origine de l'instruction publique, se sont posées deux questions: quels étaient les rôles sociaux des femmes et des hommes et quels contenus enseigner aux un-e-s et aux autres pour les y

préparer. Déjà dans son *Emile, ou de l'éducation* (1762), Rousseau questionne les conditions d'une «bonne» sociabilité de l'enfant. S'il suggère la mise en œuvre d'une éducation naturelle pour l'Homme, il en propose néanmoins des applications variées qu'il s'agisse d'une fille ou d'un garçon; la femme restant à ses yeux un faire-valoir de l'homme. Pour les Révolutionnaires défenseur-euse-s de l'égalité, l'instruction publique doit être mixte et similaire pour les deux «sexes». Pestalozzi, quant à lui, considère que la mère est primordiale en tant que première institutrice de l'enfance; elle doit donc être éduquée et savoir lire et écrire afin de transmettre les connaissances de base, la morale et les valeurs chrétiennes à ses enfants. Cependant, certain-e-s de ses contemporain-e-s veulent étendre le rôle de la femme. Plus qu'une épouse, ne pourrait-elle pas être utile dans les institutions d'éducation et d'assistance? Ainsi, dès les années 1840, des écoles supérieures de jeunes filles sont fondées, mais elles ne dispensent pas de latin et ne donnent donc pas accès à l'université.

L'enseignement primaire se massifie et devient obligatoire et gratuit en Suisse dès 1874. On assiste alors, peu à peu, à une instruction différenciée des filles et des garçons. Par exemple, dans les plans d'études vaudois, nous constatons notamment que «les ouvrages du sexe» (couture, tricot, économie domestique, hygiène, etc.) prennent de l'importance dans la scolarité des filles au détriment des mathématiques et du français alors même que les garçons font de la géométrie, de l'instruction civique et de la gymnastique. Nous constatons qu'en 1899, les filles ont 940 heures de français et 250 heures d'arithmétique en moins que les garçons sur l'entier de la scolarité obligatoire. De fait, l'école renforce ainsi l'idée que la place des filles est dans la famille, les soins, l'éducation et les services alors que celle des garçons est en lien avec la technique et l'ingénierie. Cette partition différenciée de quelques disciplines reste présente dans certains programmes scolaires au début des années 1980 et les représentations qui s'y rapportent perdurent parmi bon nombre d'acteur-trice-s de l'éducation expliquant en grande partie des orientations genrées.

En scrutant plus finement les pratiques, force est de constater, d'une part, que les enseignant-e-s véhiculent encore des représentations genrées dans leurs interactions avec les élèves et, d'autre part, que les moyens d'enseignement tels que les manuels scolaires, en tant qu'agents de transmission, participent grandement à une socialisation différenciée. En effet, les ouvrages en usage dans les écoles conservent au fil du temps des figures et des rôles féminins et masculins stéréotypés. Les chercheur-euse-s remarquent à la fois que les hommes sont nettement plus représentés et que les genres sociaux restent très marqués. En effet, les garçons ont une relation privilégiée avec l'aventure, la technique et la science. Courageux et virils, ils s'épanouissent dans les textes et les images en tant que héros, leaders ou salariés. Les filles occupent souvent des rôles mineurs et gardent un lien fort avec les tâches du foyer, le rôle d'épouse et de mère, la relation d'aide et les métiers de service. En analysant les manuels actuels romands de mathématique (8P), d'allemand (5P), de français (5P) et d'histoire (5-6P), la Conférence romande des bureaux de l'égalité fait le même constat. Forte de ces observations, la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) a ainsi décidé il y a quelques semaines que, dès 2023, les manuels seront rédigés en adoptant une écriture inclusive, en éliminant les clichés sexistes et en respectant l'égalité.

Si certains changements sont perceptibles aujourd'hui dans les institutions de formation qui promeuvent formellement l'inclusion, l'égalité et la prise en compte de l'hétérogénéité des individus, il s'agit dès lors de considérer aussi toutes les diversités de genre dans l'éducation et ne pas se cantonner à une partition femmes-hommes. Ce n'est donc pas uniquement les textes législatifs qu'il faut modifier, mais il serait également important d'agir sur les représentations en formant les enseignant-e-s et en leur proposant des moyens inclusifs, non stéréotypés et égalitaires. ■



(ADENE POUR LE TEMPS)

## Pour une mise au place

OPINION



**CAROLINE DAYER**  
DÉLÉGUÉE AUX QUESTIONS D'HOMOPHOBIE ET DE TRANSPHOBIE AU DÉPARTEMENT DE LA FORMATION, DE LA JEUNESSE ET DE LA CULTURE DU CANTON DE VAUD.

Des insultes en permanence dans la classe et les couloirs, des menaces de mort dans la trousse, de la haine écrite sur des morceaux de papier jetés sur la tête ou taguée sur les murs de l'école, des crachats, des coups, des bizutages dans les toilettes et les vestiaires: l'homophobie et la transphobie sont protéiformes.

Les élèves lesbiennes, gays, bis, trans\*, intersexes, queers ou en questionnement (LGBTIQ) sont davantage la cible de violences en contexte scolaire (dont le harcèlement-intimidation entre élèves) que leurs camarades. Leur taux de suicide est également plus élevé, notamment en raison des discriminations et de la stigmatisation ainsi que du manque de soutien.

La police du genre articule sexisme, homophobie et transphobie. Elle plane comme une épée de Damoclès, qui s'abat sur les personnes pour les sanctionner de ne pas se conformer aux injonctions socialement construites. Les enfants et les jeunes qui ne se plient pas aux stéréotypes de genre subissent fréquemment du dénigrement. D'ailleurs, plus du tiers des élèves se définissant comme hétéros sont la cible d'homophobie.

Des préaux aux réseaux sociaux, des injures aux coups, l'homophobie et la transphobie traversent toutes les sphères, y compris celles des facteurs de



## ard de l'homophobie et de la transphobie

protection habituels tels que les cercles familial, amical, scolaire. Les violences tuent. Le silence tue.

**Silence.** A qui parler? A qui s'identifier? Ces questions restent vives pour les enfants et les jeunes qui n'ont pas de mots pour se nommer; qui réalisent que le langage dévalorisant constant s'adresse à leur existence, agresse leur simple présence, délaisse leur espérance; qui craignent le rejet de toute part; qui ne bénéficient pas de figures auxquelles s'identifier dans leur quotidien.

«Silence, vide, néant, déni, placard, prison, chape de plomb, puits sans fond», ces termes qui émergent spontanément dans le cadre d'entretiens de recherche témoignent d'une construction identitaire et d'une socialisation en négatif. Comment se formuler à soi et à autrui quand on se sent «en sécurité nulle part»?

L'homophobie et la transphobie ainsi que l'invisibilisation et le tabou relatifs aux personnes LGBTIQ péjorent l'estime de soi et la santé, dégradent les conditions d'apprentissage et le sentiment d'appartenance à l'école, engendrent davantage d'absentéisme et de

décrochage scolaire, enraient les aspirations professionnelles et coupent les horizons.

Afin de poursuivre la lutte contre toute forme de violence et de refuser le silence, le Département vaudois de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) a tenu une conférence de presse le 17 mai – en écho à la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie – et a présenté un plan d'action cantonal. Il vise à renforcer, d'une part, la prévention et le traitement de l'homophobie et de la transphobie dans les lieux de formation et, d'autre part, la protection de l'intégrité des élèves et du personnel LGBTIQ ainsi que des familles arc-en-ciel.

Basé sur les besoins du terrain, une pluralité de collaborations et la littérature scientifique, le plan d'action comprend trois axes et dix mesures. Le premier axe porte sur la garantie d'un environnement d'apprentissage et de travail exempt de discriminations et respectueux de l'ensemble des personnes, quels que soient leur orientation affective et sexuelle, leur genre, leur configuration familiale. Les deuxième et troisième axes articulent respectivement les actions à froid (prévenir les violences; promouvoir la santé, l'égalité, la diversité) et les interventions à chaud (réagir face aux situations problématiques et les traiter).

L'enjeu consiste à visibiliser une politique publique explicite et à ancrer un cadre institutionnel clair, légitimant le travail existant, soutenant les projets des établissements et les initiatives des élèves. Les formations, un langage commun, des pratiques partagées, l'accès aux ressources internes et externes, la consolidation de la communauté éducative (parents, partenaires, bibliothèques scolaires, liens école-culture, etc.) contribuent à une école qui s'oppose aux violences et au silence. Une école qui incarne la reconnaissance de chaque existence et le droit de pouvoir être soi-même. Une école qui œuvre pour que chaque personne puisse apprendre et travailler dans un contexte serein et non discriminatoire. ■

“  
SILENCE, VIDE, NÉANT,  
DÉNI, PLACARD, PRISON,  
CHAPE DE PLOMB, PUIITS  
SANS FOND»: CES TERMES  
ÉMERGENT DANS  
LES ENTRETIENS  
DE RECHERCHE ”

## De l'importance d'enseigner le genre en médecine

OPINION



MELISSA DOMINICI DAO  
PRIVAT-DOCENT À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE GENEVE, MÉDECIN ADJOINTE AGRÉGÉE AUX HUG



ANGÈLE GAYET-AGERON  
PROFESSEURE À LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE GENEVE, MÉDECIN ADJOINTE AGRÉGÉE AUX HUG

Les inégalités de santé entre hommes et femmes ont été largement documentées et sont associées à de multiples facteurs. La production du savoir scientifique a été, par le passé, très androcentrée, car essentiellement pensée et dirigée par des hommes. Les femmes ont longtemps été sous-représentées en tant que sujets dans la recherche médicale, leur exclusion s'expliquant par les craintes de résultats faussés par les fluctuations de leur cycle hormonal ou le risque pour le fœtus en cas de grossesse.

La résultante en est une carence de données probantes en médecine concernant les femmes. De plus, un certain nombre de différences liées au sexe biologique ne sont pas suffisamment connues et prises en compte. Par exemple, le métabolisme de certains médicaments se fait différemment selon les hommes et les femmes, avec notamment un risque accru de toxicité chez les femmes, ce qui nécessite d'en modifier les doses.

En plus des différences liées au sexe biologique, les facteurs liés au genre social contribuent également aux inégalités de santé entre les hommes et les femmes. En particulier, les stéréotypes de genre influencent les attitudes des soignant-es et peuvent même engendrer des différences injustifiées dans la prise en charge et les traitements offerts aux patient-es. Un exemple souvent cité est celui des maladies cardiovasculaires, longtemps considérées comme un problème de santé masculin, alors qu'aujourd'hui elles représentent la première cause de mortalité chez les femmes. Toutefois, les femmes continuent à être moins investiguées concernant l'existence d'une maladie cardiaque (infarctus du myocarde) en présence de signes considérés comme moins «typiques» et elles reçoivent trop souvent une prise en charge plus tardive que les hommes, avec comme conséquence une surmortalité évitable.

Les hommes ne sont pas en reste en étant sous-diagnostiqués pour des maladies comme la dépression, l'anorexie ou l'ostéoporose. Dans un cas comme dans l'autre, un manque de connaissances des différences dans les symptômes présentés, des croyances erronées sur les différences biologiques liées aux hormones, ou des attitudes différenciées en lien avec les stéréotypes de genre contribuent à ces inégalités de santé. Afin d'assurer une qualité de prise en charge médicale optimale, les futur-es médecins doivent dorénavant recevoir un enseignement qui intègre les connaissances médicales en lien avec le sexe et le genre de leurs patient-es.

Depuis 2017, les Facultés de médecine suisses ont adopté un nouveau référentiel de compétences à enseigner en médecine (PROFILES) qui intègre des compétences clés en lien avec le genre et le sexe, mais aussi d'autres éléments de diversité des patient-es. Toutefois, ces compétences sont enseignées de manière incomplète selon les facultés. En 2021, sous l'impulsion de la Commission médecine et genre de la Faculté de biologie et de médecine à Lausanne, un projet suisse réunissant les six Facultés de médecine et une HES soins infirmiers, financé par Swissuniversities, vise à combler ces disparités via le développement d'un cadre méthodologique commun et le partage de ressources de formation. Le but

de ce projet ambitieux est d'optimiser l'enseignement des particularités liées au sexe biologique et au genre social dans la présentation, la prise en charge et le traitement des maladies pendant les études de médecine, en visant à terme une diminution des inégalités évitables pour améliorer la santé de toutes et tous.

Actes sexistes

Intégrer la question du genre dans les études de médecine consiste aussi à aborder la question de la place des femmes dans les professions médicales. Des enquêtes récentes en Suisse romande, initiées par des étudiantes en médecine et des jeunes médecins, ont montré que le harcèlement sexuel et les remarques ou actes sexistes restent un problème de taille dans le milieu médical. Et les femmes médecins rencontrent également de nombreuses inégalités dans la progression de leur carrière. En Suisse, plus de 60% des étudiant-es en médecine sont des femmes, mais les femmes ne représentent en moyenne que 20% des professeur-es en Faculté de médecine et 12% des médecins-chef-fes dans les hôpitaux. Donc en plus d'enseigner des connaissances théoriques en matière de genre et de santé, les Facultés de médecine doivent aussi éradiquer ces inégalités de genre qui ne sont plus tolérables aujourd'hui au niveau institutionnel et académique.

Heureusement, les mesures et initiatives allant dans ce sens se font de plus en plus nombreuses: création de commissions de l'égalité favorisant des chances égales de carrière entre hommes et femmes dans les universités, programme de mentorat visant spécifiquement les femmes, offres de bourses permettant aux femmes de développer leur carrière académique, politique institutionnelle explicite «tolérance zéro» en matière de harcèlement sexuel, ateliers de sensibilisation au sexisme et au harcèlement sexuel pour les étudiant-es comme pour les enseignant-es en médecine, intégration du langage inclusif dans tous les documents facultaires et administratifs, etc. Vu l'importance du décalage entre la féminisation de la profession et l'absence de femmes dans les postes dirigeants, d'autres mesures telles que des quotas en faveur des candidatures féminines ou l'augmentation du nombre de places en crèche restent toutefois nécessaires.

Enfin, en parallèle à ces démarches explicites en faveur d'une diminution des inégalités de genre, les facultés doivent effectuer un travail réflexif sur les biais et stéréotypes implicites présents dans l'enseignement. Une attention particulière doit être donnée au «curriculum caché», c'est-à-dire aux attitudes, comportements et connaissances transmises inconsciemment dans l'enseignement et qui peuvent être en opposition avec le contenu formel.

Un exemple serait la manière dont les femmes et les hommes sont représentés dans le matériel d'enseignement. Si les hommes et les femmes y tiennent des rôles systématiquement genrés (homme médecin/femme infirmière, homme cadre/femme à temps partiel, enfant accompagné chez le pédiatre par sa mère plutôt que son père), ce contenu implicite sera en contradiction avec les objectifs égalitaires et les stéréotypes de genre véhiculés viendront contrecarrer d'autres mesures visant à l'égalité. Un projet de recherche, financé par la Faculté de médecine à Genève et dirigé par une des autrices de cet article, analyse actuellement les vignettes cliniques utilisées dans l'enseignement et l'évaluation des étudiant-es, pour comprendre quelles sont les caractéristiques des patient-es représentés; ce travail permettra d'identifier la présence d'éventuels stéréotypes liés au genre ou à d'autres diversités (ethniques, sexuelles, etc.) et d'en modifier le contenu dans une nouvelle version.

Dans le domaine de la santé, l'égalité des chances en matière de genre concerne autant les patient-es que les médecins. Le travail encore à effectuer est conséquent, complexe et nécessite des actions à de multiples niveaux. L'enseignement des compétences médicales en lien avec le sexe biologique et le genre social ainsi qu'une attention accrue donnée à la question du genre en Faculté de médecine en sont des éléments indispensables. ■